

LES VOIES DURABLES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Valtencir Maldonado, Josep Lobera, Cristina Escrigas

Réseau Mondiale d'Université pour l'Innovation
Global University Network for Innovation - GUNIⁱ
Universitat Politècnica de Catalunya
<http://www.guni-rmies.net>
valtencir.maldonado@upc.edu
pep.lobera@upc.edu
cristina.escrigas@upc.edu

12^e Conférence Générale de l'Association des Universités Africaines
Thème: *Développement Durable en Afrique: le Rôle de l'Enseignement Supérieur*
Sous - thème: *La mobilisation de la communauté*

Résumé

Selon Mohamedbhai (2008), le défi majeur auquel les institutions d'enseignement supérieur africaines sont confrontées est la nécessité de résoudre les problèmes urgents de développement national tout en essayant de comprendre les défis mondiaux dont fait face l'humanité tels que le développement durable et le changement climatique et participer aux efforts internationaux visant à les surmonter grâce à l'enseignement, la recherche et la mobilisation communautaire

Dans le cadre du développement durable, certaines institutions d'enseignement supérieur africaines (IES) ont acquis des outils nécessaires pour restructurer le système d'éducation. Certaines de ces institutions sont en train de trouver des solutions aux défis environnementaux et aux besoins de développement.

Cette communication présente certaines expériences de réussies qui sont élaborées dans le contexte africain. Notre objectif est de partager les idées afin d'enrichir notre vision sur le rôle social approprié que l'enseignement supérieur est appelé à jouer en matière de l'éducation durable dans la région. Tous ces exemples de bonnes pratiques peuvent être trouvés à l'Observatoire du réseau mondial des universités pour l'innovation.

Durabilité

La Commission mondiale de l'environnement et du développement a, dans un rapport intitulé « notre avenir commun » (Brundtland, CMED, 1987), relié les défis de la préservation de l'environnement à la lutte contre la pauvreté. Le rapport Brundtland a défini « développement durable » comme étant « **un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire à leurs propres besoins** ».

Les années 60 ont été marquées par une prise de conscience sans précédente des problèmes de l'environnement due à une parfaite sensibilisation sur les risques de développement scientifiques et technologiques. Dans les années 70, **il est devenu clair que les programmes universitaires doivent répondre à cette attaque contre la**

connaissance. Le terme « environnement » est devenu un cadre dans lequel s'inscrivent désormais les nouveaux programmes de recherche et d'enseignement. Il est donc clair qu'à partir du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, Brésil, les nouveaux outils conceptuels pour la compréhension des phénomènes environnementaux au niveau planétaire – comme la durabilité, la vulnérabilité et la précaution – requièrent une collaboration sans précédent entre tous les domaines de connaissance. Les études environnementales qui sont faites dans cette perspective sont disciplinaires pour la plupart et conservatistes en prenant en compte les nominations intersectorielles et les promotions qui constituent des entraves aux chercheurs travaillant sur des problèmes qui ne sont pas encrés dans les disciplines traditionnelles (Jasanoff, 2008).

C'est dans cette optique que les Nations-Unies sont en train de promouvoir une **Décennie pour l'éducation au développement durable (DESD 2005-2014)**, avec pour objectif général l'intégration des valeurs de la durabilité dans les aspects de l'enseignement. L'objectif clé de la Décennie est de développer les compétences nécessaires pour la création d'une société plus durable et plus juste partout dans le monde entier. D'autre part, dans le cadre des préparatifs des pays africains à la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (WCHE +10), le **Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA)** a conclu sur la nécessité de veiller à ce que « l'enseignement supérieur soit un vecteur de valeurs démocratiques, du développement durable ainsi que des Objectifs du Millénaire pour le Développement ».

Les Institutions d'enseignement supérieur du monde entier tentent de relever ces nouveaux défis. Le Réseau Mondial d'Université pour l'Innovation a mené un sondage Delphi dans 80 pays. 214 experts et professionnels ont été interrogés sur leur opinion sur la contribution que les institutions de l'enseignement supérieur ont apportée au développement humain et social. 90% des personnes interrogées ont affirmé que « les universités sont des institutions clés dans une société de connaissance ». En termes de défis les plus fréquemment identifiés dans l'analyse par régions, **les participants africains suggèrent** que « la Contribution à la réduction de la pauvreté est, tout comme le problème du développement humain et social, la priorité des priorités pour les institutions d'enseignement supérieur (selon 77% des participants africains). (GUNI 2008)

La réduction de la pauvreté est le principal enjeu dans **la réalisation de l'objectif des sociétés développées de manière durable en Afrique**. Elle exige une bonne compréhension analytique de ce qui anime le développement humain et social tout en tirant des **exemples de bonnes pratiques** qui ont abouti à des résultats positifs et reproduire ces résultats ailleurs avec l'intention de mettre un accent sur les dynamismes de chaque contexte.

Selon le cadre conceptuel de la 12^e Conférence Générale de la l'AUA, l'Afrique, plus que toute autre région du monde, reste sans protection et risque d'être exploitée sans aucune garantie de reconnaissance et de rémunération de ses ressources. Il faut également noter le fait que **les problèmes relatifs à la durabilité en Afrique découlent des menaces de la sécurité alimentaire, la pauvreté, la maladie, la dégradation de la terre, l'eau, le changement climatique, les conflits, la déforestation, les catastrophes naturelles et l'urbanisation.**

A cet égard, le **Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE)** s'appuie par exemple sur l'expérience acquise lors des précédents programmes de travail avec les universités africaines en apportant son soutien à un programme de partenariat en vue d'intégrer l'environnement et les questions liées à la durabilité dans l'enseignement, la recherche, l'engagement communautaire et la gestion des universités africaines. Ce programme connu sous le nom de **MESA (Intégration de l'environnement et de la durabilité dans les programmes de partenariatⁱⁱ des universités africaines)** comprend l'éducation au développement durable (EDD), un programme novateur à court terme élaboré et mis au point par les partenaires (pour renforcer les capacités en vue de la mise en application de l'EDD dans les universités) ; **les programmes pilotes** associant les universités, les communautés, les entreprises et les industries dans le cadre des partenariats du développement durable., etc.

Les programmes des institutions d'enseignement supérieur

D'après Jansen (2008), les institutions d'enseignement supérieur doivent reconnaître la nécessité et l'urgence du développement durable. Elles doivent d'être convaincues du rôle que doit jouer l'enseignement supérieur dans le cadre du développement durable et soutenir les initiatives visant à intégrer le développement durable dans l'enseignement supérieur. Dans le cadre d'une vision et d'une stratégie, les programmes et les conditions d'obtention des diplômes doivent être élaborés de manière à s'adapter aux nouvelles réalités, aux formes, aux méthodes et aux ressources en matière de l'éducation

Dans cette perspective, **bon nombre d'universités de la Communauté de développement de l'Afrique australe** participent à un réseau d'institutions visant à inclure les aspects de développement durable dans leurs programmes scolaires. Grâce à son expérience, le « **Programme régional d'éducation environnementale (PREE)** » soutient l'Education Environnementale (EE) par le biais du processus permettant la mise en réseau décentralisée des experts en EE dans la région de la SADC.

Le PREE a mis en place un important réseau régional décentralisé dans le domaine de l'éducation environnementale qui comprend la direction de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles de la SADC, les représentants du réseau national, le Centre d'EE régional et autres agences d'éducation environnementale dans la région. Plusieurs pays de la SADC ont mis sur pied ou sont en train de mettre sur pied des comités nationaux en charge de l'EE et ayant un rôle de coordination au niveau national (Exemple : Botswana, Namibie et Zambie).

La formation des partenariats avec des initiatives régionales existantes telles que le bureau régional sud africain de l'UICN (ROSA) et l'Unité d'éducation environnementale de l'Université Rhodes constituent une importante dimension de ce réseautage. De nombreuses initiatives nationales à l'instar de la jeunesse écologique de l'Angola, WWF-Zambie, Département du travail et de la formation professionnelle (Malawi), le Swaziland National Trust Commission, le Ministère de l'environnement et des transports (Seychelles) pour ne citer que peu, ont entrepris des initiatives en faveur de l'éducation environnementale dans le cadre de la politique de bonne pratique impliquant des partenariats durables.

Une autre importante expérience est la création **des Centres régionaux d'expertise (CRE) en matière de l'éducation au développement durable (EDD)** initiés par

L'Université Nations-Unies. Un CRE est un réseau formel, non-formel et informel des organisations d'éducation mobilisées pour assurer l'EDD dans une communauté régionale. Un réseau mondial de CRE constituera un espace mondial d'éducation au développement durable. Les CRE visent à **atteindre les objectifs de la décennie des Nations-Unies pour l'éducation au développement durable en traduisant ses objectifs dans le contexte de la communauté locale dans laquelle ils opèrent.**

Jusqu'en avril 2008, il y avait cinquante cinq CRE dans le monde – bon nombre parmi eux sont basés dans les universités nationales dont **dix présents en Afrique : Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria, Afrique du Sud, Swaziland et Ouganda.** Le Programme régional d'éducation environnementale est en train de travailler avec les CRE et a été directement impliqué dans la mise sur pied des CRE en Swaziland, au Malawi et en Mozambique.

En ce qui concerne le genre, il y a lieu de mentionner **l'Institut des femmes, du genre et des études de développement (IWGDS)**, une composante de **l'Université Ahfad pour les femmes au Soudan.** Pendant plus de deux décennies, depuis 1986 IWGDS a travaillé avec les femmes et les hommes partout au Soudan et dans le monde entier afin d'aider à l'émancipation des femmes soudanaises par le biais de l'éducation, la vulgarisation, l'intervention et le plaidoyer.

L'Université des études de développement (UDS), Ghana, Afrique de l'ouest fait figure d'exemple en élaborant des programmes qui portent sur l'EDD. Cette université a été créée en 1992 par le gouvernement ghanéen afin de « fusionner le monde universitaire à la communauté en vue d'assurer une interaction entre les deux entités dans le cadre du développement du nord Ghana en particulier et du pays tout entier en général ». UDS œuvre en direction de l'intégration des concepts tels que la durabilité, l'engagement communautaire, le développement et les stratégies de réduction de la pauvreté dans toutes les universités. En ce qui concerne les programmes d'études axés sur le développement, l'UDS a mis au point un « programme d'étude universitaire axé sur les communautés pauvres ».

Les sciences et la recherche dans le cadre du développement durable

La plupart des implications des sciences et de la recherche en matière de développement durable peuvent être regroupées sous un ou plusieurs de ces trois aspects : **éthique, environnemental et social.** En ce qui concerne les sciences et la recherche, les universités ont réagi au changement de perception dont elles font objet en tant qu'institutions sociales et le rôle qu'elles ont à jouer dans la société. « Afin de relever les défis qui les attendent, les universités devront développer un sens plus ample et plus historique de leurs missions institutionnelles non seulement en tant qu'incubateurs de production des connaissances scientifiques et du savoir faire technologique, mais doivent être aussi des sites de renforcement pour les analyses sociales, les réflexions critiques et surtout de la démocratie » (Jasanoff, 2008).

La recherche en tant que production de la connaissance doit à la fois inclure de nouvelles découvertes et inventions et des situations spécifiques d'investigation en vue d'appliquer la connaissance au développement. L'augmentation de la capacité des chercheurs et des utilisateurs des connaissances est un élément indispensable pour la recherche dans les pays en développement. La contribution politique et sociale de la

connaissance doit prendre en compte le caractère tout à fait particulier de la société et son stade de développement y compris le niveau d'éducation de la société, le capital de connaissances et des infrastructures, la compétitivité nationale et les valeurs indigènes. Le rôle des institutions d'enseignement supérieur doit être approprié et doit répondre aux différents besoins de la société (Suwanwela, 2008).

Il y a lieu de mentionner dans cette optique que **l'Université de Fianarantsoa (UF) en Madagascar** a entrepris **la conservation de la biodiversité à travers le projet intitulé la bio-prospection**. Ce projet, initié en 2007, vise à l'exploration des plantes médicinales dans la réserve de la région côtière appelée Manombo. Il met l'accent sur les composés phyto-chimiques des plantes qui interviennent dans la lutte **contre le paludisme et le VIH/SIDA** et les composés chimiques dérivés des plantes avec la potentialité de promouvoir la santé. Il vise également à contribuer à la conservation de la végétation et une amélioration générale du bien-être de la population vivant dans la zone. La première partie de l'étude a été réalisée à l'Université de Fianarantsoa – l'identification des plantes, la collecte et l'examen phyto-chimique – et le suivi sera fait à **l'Université KwaZulu Natal (UKZN), Afrique du Sud**. Malgré de graves problèmes de financement, le projet de la réserve de Manombo a d'énorme succès.

Une autre expérience à prendre en compte est le **Réseau de l'Afrique sub-saharienne pour la recherche participative - REPAS**. Il vise à promouvoir la recherche participative ou les recherches à base communautaire en Afrique. Il réunit les membres de la communauté, les décideurs et les chercheurs dans un processus d'action-réflexion qui aide à mieux comprendre les problèmes de base des communautés et par conséquent, provoquer les changements souhaités et créer de **nouvelle connaissance**. Le REPAS travaille souvent en collaboration avec les instituts de recherche suivants : IFAN, Centre de recherche de l'Afrique de l'ouest et a des représentants en Mauritanie, en Gambie, au Mali, en Guinée et Togo.

En outre, l'Université de Cape Town (UCT), Afrique du Sud, a entrepris avec succès certains projets comme : **le SIDA et la modélisation des soins de santé au Centre de recherche en actuariel**. Le Centre est une unité de recherche et d'enseignement. L'objectif principal de ce projet est de maintenir et de développer un modèle qui présente l'impact démographique de l'épidémie du SIDA en Afrique du Sud. Les résultats de cette unité sont aussi utilisés pour évaluer l'impact des vaccins. Elle fournit des informations au gouvernement et aux organisations de la société civile et les assiste dans l'interprétation des informations (Favish, 2005).

S'agissant des questions environnementales, l'UCT est en train de mettre en œuvre **l'Initiative Campus Vert (GCI)**. Elle a été lancée par une poignée d'étudiants et du personnel pour aborder les questions relatives à la durabilité sur le campus universitaire de l'UCT. Cette organisation dirigée par un petit nombre de volontaires a vu ses membres augmenter jusqu'à 500 et son influence s'est étendue à plusieurs projets clés visant à faire de l'UCT un campus carbone-neutre. Le GCI est basé sur l'action et a pour prérogative d'apporter un impact durable sur le mode de vie à l'UCT.

Ces programmes et d'autres programmes élaborés par l'UCT comme **l'Institut des enfants et le cas de l'Unité de recherche en matière de santé industrielle** abordent des questions de la durabilité, la croissance économique, les défis liés à la santé, le

développement urbain et régional, les droits humains, la justice, la reconstruction sociale et l'identité, la responsabilisation politique et la création d'emploi.

En outre, **le projet UNESCO/Hewlett-Packard visant à transformer la fuite des cerveaux en gain de cerveaux en Afrique** a pour objectif d'aider à la réduction de la fuite des cerveaux en fournissant des technologies de réalisation matérielle des ordinateurs et des systèmes informatiques dans les Universités d'**Algérie, du Ghana, du Nigeria, du Sénégal et du Zimbabwe**. La technologie représente un outil indispensable et susceptible de faciliter le gain ou la circulation des cerveaux. Elle a le potentiel pour aider à la création des environnements de partage et d'échange de connaissance entre scientifiques restés dans leur pays d'origine et ceux de la Diaspora. Mais le plus important, **l'accès à la recherche commune et le développement de la coopération** pourraient s'avérer être une source de forte incitation pour que les experts continuent de travailler dans leur pays d'origine.

D'autre part, en mettant l'accent sur de telles pratiques et sur les questions de politique en matière de santé, l'environnement et les sciences, **l'équipe de Connaissance, Technologie et Société (KNOTS) à l'Institut des études de développement de l'Université de Sussex** (Brighton, UK) travaille sur ces questions en les considérant comme des perspectives Scientifiques, Technologiques et Durables. Certains des programmes de l'équipe KNOTS sont notamment **les campagnes de vaccination en Afrique Occidentale** ; la Bonne pratique en matière de développement des indicateurs PRSP et les systèmes de suivi (**Partenariat Stratégique avec l'Afrique**) ; **les moyens de subsistance durable en Afrique Australe** : ressources naturelles, gouvernance et processus politique etc.

Un important projet qui mérite d'être examiné est un projet **rwandais** né dans le contexte d'après guerre civile. En vue de remédier à certains besoins de l'époque d'après guerre, **l'Institut de Kigali des Sciences, de la Technologie et de la Gestion (KIST)**, le premier institut public rwandais, a été créé en 1997. L'Institut a pour responsabilité l'identification des besoins et des problèmes sociaux auxquels il trouve des solutions grâce à ses différents domaines de connaissance. Par exemple, l'expérience du **Transfert de la technologie à la communauté – le développement de la production du biogaz et la gestion des déchets végétaux pour les institutions pénitentiaires**.

Nous sommes dans une période de renouvellement d'élan pour l'enseignement supérieur et pour la recherche comme la voie à suivre dans le processus de développement du monde avec la création des centres de millénaire et les académies des sciences en Afrique et d'autres initiatives dans les pays en développement (Vessuri, 2008).

Le lien avec la société civile

Un examen critique du processus d'élaboration des programmes de développement humain suggère que les Institutions d'enseignement supérieur ont été les principaux partisans de ce discours au lieu d'en être ses créateurs ou ses défenseurs. Il est bien vrai que bon nombre de chercheurs ont contribué énormément à l'élaboration de ces idées ; leurs contributions doivent être reconnues. Néanmoins, dans les débats nationaux et internationaux sur ces questions, le nouvel acteur est la société civile. Les groupes de

citoyens, les associations, les ONG, les instituts à but non lucratif, les groupes de réflexion (comme la société civile) ont été très actifs dans l'identification, l'analyse et l'articulation de ces questions d'éthique, de justice, d'inclusion et des droits humains (Tandon, 2008).

Certaines organisations de la société civile et des universités du monde entier travaillent ensemble sur cette question en offrant diverses opportunités. C'est le cas par exemple de **THETA**, une ONG **Ougandaise** qui a initié un partenariat entre The Aids Support Organization (TASO), Uganda Ltd et Médecins sans Frontières (MSF) à Kampala, Ouganda. Le succès de ce projet a été ensuite converti en une organisation travaillant avec les guérisseurs traditionnels dans le domaine du VIH/SIDA et avec à la clé, des cours et des projets avec : l'École de la santé publique de l'Université de Makerere, l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud, l'Université de Nairobi, l'Université Kenyatta et l'Université Kwazulu Natal. Leurs domaines d'activité couvrent l'éducation, le conseil et l'amélioration des soins aux patients. THESA est en effet une collaboration basée sur le respect mutuel entre les Guérisseurs Traditionnels (GT) et les Praticiens de la Santé Biomédicale (PSB) dans le cadre de la lutte contre le SIDA et d'autres maladies. THESA est aussi membre du Conseil d'Administration de l'**Initiative Mondiale des Systèmes traditionnels de Santé (GIFTS)** de l'Université d'Oxford, R.U.

Enfin, un autre exemple de bonne pratique liant l'université à la société civile et qui a réussi est le **Laboratoire Pauvreté Action Abul Latif Jameel (J-PAL)**. Il a été lancé en 2003 par trois économistes de l'Institut Technologique de Massachusetts. J-PAL œuvre à améliorer significativement la vie des millions de pauvres dans le monde grâce au développement communautaire – **y compris les organisations internationales, les gouvernements nationaux et locaux et les ONG axées sur le développement** – avec des stratégies concrètes, des informations scientifiquement prouvées au sujet des stratégies de réduction de la pauvreté qui ont des impacts réels et importants sur la vie des pauvres.

L'un de ces projets est le **Programme africain pour l'évaluation de l'impact de l'éducation (APEIE)**. J-PAL a lancé en juin 2008 l'APEIE à **Abuja, Nigeria** avec pour objectif l'amélioration de la capacité des pays de la région à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement en matière d'éducation. L'APEIE est conçu de manière à renforcer et à soutenir les programmes du secteur de l'éducation visant à l'accélération de l'initiative Education Pour Tous.

Conclusion

Même si bon nombre d'exemples de bonne pratique illustrent de différentes formes d'engagement social, ils reflètent tous les efforts significatifs que les universitaires font afin que les activités des Institutions d'enseignement supérieur soient liées aux besoins du continent africain. Certaines des expériences mettent l'accent sur les modèles institutionnels qui sont basés sur les critères éthiques, les liens communautaires ou la reformulation des connaissances et le modèle de transfert. Les institutions d'enseignement supérieur africaines ont fait d'énormes progrès positifs dans le domaine de la viabilité de l'éducation et sont, dans plusieurs cas des exemples pour le reste du monde.

Toutefois, les institutions d'enseignement supérieur doivent élaborer un cadre politique institutionnelle intégré pour la durabilité et le développement humain et social en intégrant la notion de durabilité dans leurs institutions avec une approche transdisciplinaire. Les mutations dans ces domaines et dans d'autres domaines doivent être prises en compte au cours du processus d'élaboration des stratégies à long terme dans le cadre de développement

GUNI est conscient de la nécessité d'améliorer sa banque d'expérience et d'exemples de bonne pratique afin d'être en mesure de faciliter l'acquisition des meilleures ressources pour la région. La participation de GUNI à la Conférence Générale d'Abuja lui donnera un aperçu sur l'expérience pratique sur le terrain. Cette expérience aidera son Observatoire dans son engagement à trouver et à rassembler des exemples de bonnes pratiques tout en facilitant l'échange des connaissances requises et l'extension des expériences réussies susceptibles d'apporter des changements au sein des institutions d'enseignement supérieur en Afrique et dans le monde.

En outre, des recherches supplémentaires sont actuellement indispensables et urgentes afin de promouvoir le transfert et l'extension des bonnes pratiques. En vue d'avoir une meilleure connaissance des expériences africaines, GUNI a entamé une recherche collaborative en partenariat avec certaines organisations régionales et internationales. Cette recherche vise à déterminer la mesure dans laquelle la durabilité est développée dans les universités d'Afrique sub-saharienne et de faire l'état d'avancement des progrès de leurs expériences et des exemples de bonne pratique.

Bibliographie

Brundtland (1987) *Our Common Future*, Oxford-New York: WCED-Oxford University Press, Oxford-New York.

Favish, J. (2005) "Portraits of Practice: Social Responsiveness in Teaching and Research at the University of Cape Town". First draft of a paper commissioned by the HEQC – JET/CHESP for joint publication. *Tufts web site*. Retrieved March 3, 2009 from: <http://www.tufts.edu/talloiresnetwork/downloads/PORTRAITSOFPRACTICETeachingResearchUCT-Favish-2005CHESP.doc>

GUNI (2008) *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*, Great Britain: Palgrave Macmillan.

Jansen, L. (2008) "Higher education's contribution to sustainable development: the way forward", GUNI (eds). *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*. Palgrave Macmillan, Great Britain.

Jasanoff, S. (2008) "Ethical, environmental and social implications of science and technology: challenges for the future", GUNI (eds). *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*. Palgrave Macmillan, Great Britain.

Mohamedbhai, G. (2008) "The role of higher education for human and social development in Sub-Saharan Africa", GUNI (eds). *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*. Palgrave Macmillan, Great Britain.

Suwanwela, C. (2008) "The political and social contribution of research", GUNI (eds). *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*. Palgrave Macmillan, Great Britain.

Tandon, R. (2008) "Civil engagement in higher education and its role in human and social development", GUNI (eds). *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*. Palgrave Macmillan, Great Britain.

UNESCO (1998) "World Declaration on Higher Education and Priority Action Plan". *UNESCO web site*. Retrieved March 3, 2009 from:
http://www.unesco.org/education/educprog/wche/declaration_eng.htm

UNESCO (2006) "Expanding the field of Inquiry: A cross-country study of Higher Education Institutions' responses to HIV and AIDS. *UNESCO web site*. Retrieved March 3, 2009 from:
http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=47751&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Vessuri, H. (2008) "The role of research in higher education: implications and challenges for an active contribution to human and social development", GUNI (eds). *Higher Education in the World 3 - Higher Education: New Challenges and Emerging Roles for Human and Social Development*. Palgrave Macmillan, Great Britain.
